

**DOCUMENT DE LA CONSULTATION PUBLIQUE SUR
LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES ÂNÉES**

Commentaires du Barreau du Québec

Octobre 2007

Créé en 1849, le Barreau du Québec a abordé le 21^{ième} siècle fort de ses 150 années d'existence marquées par de nombreuses transformations. Celles-ci n'ont toutefois nullement altéré le rôle du Barreau comme institution essentielle à la protection des valeurs d'une société libre et démocratique comme la nôtre. À ce titre, il veille à assurer la primauté du droit, à maintenir la séparation des pouvoirs, à promouvoir l'égalité de tous devant la loi et à protéger l'équilibre souvent précaire entre les droits du citoyen et les pouvoirs de l'État.

Le Barreau du Québec regroupe plus de 22 000 membres en règle. Ses effectifs comptent près de 47% de femmes. Il a comme principal mandat d'assurer la protection du public. Pour ce faire, il doit veiller à la discipline de la profession, au respect de la déontologie ainsi qu'à la vérification de la compétence, tant de ses membres que des personnes qui veulent joindre ses rangs.

INTRODUCTION

La Ministre responsable du Ministère de la Famille et des Aînés, M^{me} Marguerite Blais, a lancé officiellement le 26 août dernier la consultation publique sur les conditions de vie des aînés.

Le Barreau du Québec a pris connaissance avec intérêt du document de consultation préparé par le Ministère intitulé « Les conditions de vie des personnes aînées : un enjeu de société, une responsabilité qui nous interpelle tous » dans lequel plusieurs sujets sont abordés tels que la reconnaissance de l'apport et des besoins des proches aidants, le soutien à domicile, les solidarités intergénérationnelles, l'abus et la violence envers les aînés, ainsi que leur contribution à la société.

Le Barreau du Québec se réjouit de l'initiative du gouvernement qui invite la population du Québec à se prononcer sur les conditions de vie des aînés puisque, comme le dit si bien Madame la Ministre :

« La transformation démographique que vit le Québec contemporain est un défi collectif qui entraîne et entraînera des changements majeurs dans tous les secteurs d'activité de notre société...

Il est essentiel que les prochaines priorités d'action du gouvernement du Québec reposent sur une meilleure connaissance des besoins des aînés. »¹

Cette consultation publique permettra au gouvernement québécois de mieux gérer et planifier ses politiques gouvernementales en fonction des désirs et besoins précis des aînés.

¹ Propos tenus par Madame Marguerite Blais sur le site de la consultation, <http://www.consultationpublique-aines.gouv.qc.ca>.

La promotion de la règle de droit et de la saine administration de la justice fait partie de la mission de protection du public du Barreau. La pertinence sociale du Barreau et des avocats en matière de justice et de législation incite le Barreau à faire entendre sa voix dans le cadre de cette consultation publique sur les aînés. Le Barreau du Québec estime que les aînés font face à une réalité qui leur est propre et qui mérite une attention particulière. Le Barreau juge donc nécessaire de formuler des commentaires et recommandations sur certains points soulevés à l'occasion de cette consultation publique. Le Barreau se réserve aussi la possibilité d'élaborer certains points lors de son allocution à la consultation publique.

COMMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS SUR LE DOCUMENT DE CONSULTATION PUBLIQUE

Mise en contexte relativement aux accommodements raisonnables

Les aînés, comme tout autre personne qui peut faire l'objet d'une discrimination interdite, peuvent bénéficier du droit qui s'est développé relativement aux accommodements raisonnables. Il est nécessaire de comprendre que les mesures d'accommodements sont liées à la mise en œuvre du droit à l'égalité consacré dans les Chartes canadienne et québécoise. Ainsi, ces mesures se sont développées notamment pour solutionner les problèmes de discrimination comme la discrimination reliée à l'âge.

Par conséquent, nous espérons que la recherche de solutions eu égard aux aînés inclura des principes démocratiques forts, édictés dans nos Chartes, et que le cadre juridique d'accommodements raisonnables sera grandement pris en compte. Les accommodements raisonnables ne sont pas des exceptions à une règle ou à un droit, mais bien des aménagements nécessaires destinés à mieux vivre ensemble et au respect des droits et libertés de notre société.

À titre d'exemple, les atteintes au droit à l'égalité fondées sur l'âge peuvent se voir dans la sphère professionnelle. En effet, on retrouve les aînés plus nombreux sur le marché du travail. Ainsi, pour faciliter le maintien en emploi d'un travailleur vieillissant, plusieurs mesures d'accommodement sont envisageables. On peut penser à l'adaptation des conditions de travail comme l'aménagement du poste de travail, un horaire allégé et une rémunération en conséquence, la gestion de carrière telle la retraite progressive, la formation aux nouvelles technologies et pratiques de travail etc.

Il est donc souhaitable que le débat actuel permette d'enrichir les politiques publiques en tenant compte de nos aînés. Ces politiques devront exister dans le respect maximal de nos valeurs collectives de paix, d'égalité, de dignité et de sécurité.

Respect et dignité des personnes âgées

Notre société est enrichie par la diversité de ses habitants, ce qui inclut les âgés. Il importe de donner toute la place qui revient aux âgés et de s'assurer du respect et de la dignité des personnes âgées. Le Barreau du Québec croit que cela passe par une meilleure information des droits, obligations et recours des âgés.

Le Barreau du Québec a entrepris des actions très concrètes à ce niveau. En effet, la Fondation du Barreau du Québec en collaboration avec Éducaloi a mis à la disposition des âgés en mars 2003 un juriguide pour les âgés intitulé « Vous avez des droits, prenez votre place ». Ce juriguide, joint au présent mémoire, a été conçu dans le but de répondre de façon très pratique à certaines situations qui pouvaient toucher plus particulièrement les âgés. Ce dépliant a été distribué gratuitement à plus de 200 000 exemplaires en version française et anglaise et a été mis à jour en 2006.

Cette brochure répond entre autres à une préoccupation de la consultation soit la méconnaissance des recours possibles et la réticence des personnes âgées à entamer des poursuites judiciaires quand elles font face à des situations d'abus, de négligence et d'exploitation financière. Nous vous invitons à lire attentivement ce juriguide pour les âgés car comme vous le constaterez, il ne traite pas seulement des recours possibles mais s'étend sur une foule d'aspects pratiques pour les âgés. Nous nous contenterons dans le cadre du présent mémoire de résumer les grandes lignes de ce juriguide.

La première section du juriguide porte sur la dignité. Il a pour but de permettre aux âgés de se familiariser avec les principes généraux ayant trait à leur protection contre l'exploitation, le harcèlement et la discrimination. De plus, il explique de façon très pratique comment la loi protège les droits des âgés dans des domaines bien particuliers comme les relations entre grands-parents et petits-enfants, le marché du travail, la vente à domicile, la sollicitation téléphonique ainsi que l'achat d'arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

Une seconde section traite de l'inaptitude et donne de l'information sur le mandat en cas d'inaptitude, les régimes de protection reconnus par la loi, le rôle du Curateur public et les moyens mis à leur disposition pour leur assurer que leurs volontés de fin de vie soient prises en compte.

Une troisième section se concentre sur le logement et donne de l'information sur les programmes d'aide financière aux aînés pour le logement, les règles à faire respecter pour pouvoir mettre fin à un bail, le placement en établissement spécialisé ou en résidence et les moyens à leur portée pour faire respecter leurs droits en matière de logement.

Une quatrième section traite du système de santé, plus particulièrement du consentement aux soins, de l'accès au dossier médical et des différents recours à leur disposition pour faire valoir leurs droits dans notre système de santé.

Une cinquième section se concentre sur le testament et plus particulièrement sur les règles qui encadrent la rédaction d'un testament, les précautions à prendre pour assurer le respect de celui-ci, les petits trucs pour faciliter la vie des héritiers à la suite de leur décès ainsi que le rôle du liquidateur.

Finalement, la brochure fournit la référence à certains organismes d'aide.

Le Barreau se soucie de bien outiller les personnes aînées afin qu'elles bénéficient d'informations accessibles sur des sujets les touchant directement. Ainsi, en connaissant leurs droits et obligations, le Barreau estime que les aînés sont en meilleure position pour se faire respecter dans la société, d'assurer leur dignité et d'occuper la place qui leur revient.

Enjeux multidisciplinaires

En plus de ce juriguide, il est à noter que le Service de la formation permanente du Barreau du Québec organise depuis de nombreuses années maints colloques et formations touchant les aînés. À titre d'exemple, des colloques ont eu lieu sur : le droit des aînés et la santé, le sort des aînés inaptes, les obstacles à la mise en œuvre des directives de fin de vie en milieu institutionnel, l'exploitation des personnes âgées, l'autonomie des personnes âgées et ainsi de suite. Ces colloques revêtent une importance capitale puisqu'ils impliquent d'emblée la participation de plusieurs intervenants et institutions publiques et ce, dans divers domaines, judiciaire, médical, financier, etc.

Un problème soulevé qui a un impact majeur sur la condition de vie des aînés est le fait que l'on assiste à une réelle pression sur le système de santé. Un virage en faveur des soins à domicile est à envisager. Il serait peut-être souhaitable que l'État envisage d'augmenter sa contribution, de soutenir les organismes communautaires, de favoriser le développement des entreprises d'économie sociale et de favoriser des politiques pour soutenir les proches aidants, notamment par la fiscalité et par des services d'appui.

De plus, un des problèmes majeurs pour certains aînés demeure la pauvreté. Il semble que ce problème touche en plus grand nombre les femmes âgées. Dans ce contexte, il serait peut-être envisageable de penser à développer en priorité des logements sociaux dédiés aux femmes aînées sans revenu pour contrer la pauvreté qui isole.

En ce qui a trait aux conditions économiques, nous notons que l'aide juridique est, depuis le 26 janvier 2006, accessible à un plus grand nombre de personnes puisque le revenu maximum pour avoir droit à l'aide juridique a augmenté, et ce tant pour les personnes seules que pour les familles. Cependant, nous soutenons qu'il est urgent, pour améliorer l'accès à la justice, d'accélérer la hausse adoptée des seuils à l'aide juridique afin que les seuils prévus pour 2010 entrent en vigueur immédiatement et qu'à court terme, les seuils

soient réévalués de façon à assurer l'admissibilité des personnes seules gagnant le salaire minimum.

Une autre piste de réflexion à envisager dans le contexte de la réflexion sur la Charte québécoise des droits et libertés consiste à se questionner sur l'éventuelle possibilité de renforcer la portée des droits économiques et sociaux quant au droit au logement suffisant et au droit à la santé.

En définitive, nous croyons qu'il faut reconnaître les enjeux multidisciplinaires de la réalité des personnes âgées et s'assurer, de concert avec les différents intervenants, d'offrir une solution intégrée aux problèmes soulevés. Les solutions envisagées devront non seulement prendre en considération les multiples facettes des problèmes soulevés mais également prendre en considération les différentes ressources offertes en région.

Contribution des aînés à la société

Le document de consultation traite de l'importance que l'on doit attribuer aux aînés au sein de la société. Nous abondons en ce sens. D'ailleurs, il est à noter que depuis 2001, les autorités du Barreau du Québec s'occupent plus particulièrement des problématiques reliées à la retraite des avocats. Un sondage avait d'abord été effectué en 2001 par le Comité d'inspection professionnelle auprès des avocats âgés de plus de 50 ans. Le 15 janvier 2004, le Comité administratif du Barreau du Québec créait le Comité sur la planification de la retraite.

Ce Comité s'est penché sur la contribution des aînés à la société. Certaines idées ont émergé dont la possibilité de mettre en place un système de mentorat. Ainsi, les plus jeunes débutant dans la profession pourraient bénéficier de l'expérience des aînés et ces derniers resteraient actifs au sein de la communauté juridique. Aussi, les avocats à la retraite pourraient se mobiliser pour assister les aînés au niveau de leurs droits, obligations et recours possibles. Ces avenues très prometteuses sont à explorer et à

élaborer davantage puisqu'elles permettraient d'une part de favoriser la cohabitation des générations et d'autre part, d'intégrer l'expérience de vie des aînés dans notre société.

Le Comité sur la planification de la retraite s'est également penché sur l'aspect financier de la retraite des avocats. Le Comité a d'ailleurs élaboré certains axes de réflexion intéressants que nous jugeons bon de partager. Ainsi, il pourrait être important de :

- Sensibiliser les avocats, dès leur admission au Barreau, à l'importance de commencer sans délai à préparer leur retraite;
- Organiser des sessions de formation pour les membres du Barreau, principalement ceux approchant l'âge de la retraite, traitant notamment des finances à la retraite, de la psychologie de la retraite, de la santé et l'activité physique à la retraite;
- Élaborer des mesures leur permettant de conserver un lien d'appartenance avec leur ordre professionnel à leur retraite;
- Favoriser l'émergence d'une association regroupant les membres aînés afin que ce nouvel organisme identifie mieux et comble les besoins propres à ce groupe.

Le Barreau du Québec croit que l'on pourrait s'inspirer de ces diverses idées et initiatives et tenter de les élargir à d'autres corps professionnels afin d'élaborer une action globale et concertée pour les aînés.

CONCLUSION

Le Barreau du Québec a démontré par le passé et démontre actuellement sa sensibilité envers les personnes âgées par des actions très concrètes. Bien sûr, nous constatons que beaucoup de travail reste à faire.

Le Barreau est à l'écoute des personnes âgées et continuera son travail en ce sens. De plus, nous désirons assurer notre entière collaboration à tout dialogue avec les aînés et le Ministère à l'égard d'initiatives entreprises pour les personnes âgées, notamment au niveau de la législation et de l'information juridique.